

rayonnement international; qu'il prendra «l'initiative de rétablir un esprit de bonne volonté et un véritable partnership entre le Canada et les États-Unis;» et, enfin, qu'il fera en sorte que «le Canada joue à nouveau un rôle actif et constructif sur la scène mondiale.»

A mon humble avis, honorables sénateurs, les détails historiques apportés à l'appui de ces belles paroles ronflantes sont parfaitement ridicules. Il est tout à fait faux de soutenir que le rayonnement international du Canada a cessé peu après la fondation de l'OTAN, les premières missions de surveillance de la paix de l'ONU et le renvoi de l'Afrique du Sud du Commonwealth; tout étudiant d'école secondaire ou observateur de la scène internationale le confirmera.

Le nouveau gouvernement croit-il que les Canadiens effaceront de leur mémoire le grand apport du Canada dans ce domaine depuis plus d'une dizaine d'années? Je pense notamment au rôle capital que M. Trudeau a joué pour assurer la cohésion et la vigueur du Commonwealth, surtout pendant les difficiles moments survenus au début des années 70; au rôle-clé du Canada dans l'Organisation des États francophones, et plus récemment dans la promotion d'un sommet des États francophones; à l'Accord de coopération économique avec la Communauté économique européenne, le Japon et d'autres États; à la participation du Canada au Sommet des sept; à la pleine participation du Canada au commerce, aux discussions économiques dans le cadre du GATT, de la CNUCED et du Fonds monétaire international; à la contribution majeure du Canada aux discussions des questions Nord-Sud aux conférences de l'APASE, tant à Montebello qu'à Cancun; et, évidemment, à l'initiative de paix la plus astreignante et la plus complète jamais entreprise par un premier ministre canadien.

Des voix: Bravo!

Le sénateur MacEachen: Tout cela est oublié, de même que l'ouverture à la Chine. Tout ce que je tiens à dire aux sénateurs d'en face, c'est que dans ces domaines comme dans beaucoup d'autres, le Canada était présent et bien portant sur la scène internationale le 17 septembre 1984.

Des voix: Bravo!

Le sénateur MacEachen: Qu'on ne nous parle plus de la nécessité de cette présence internationale, alors qu'en fait le gouvernement actuel n'a de cesse depuis son arrivée au pouvoir d'affaiblir plutôt que de renforcer la position internationale du Canada. Vous savez, je n'aurais probablement pas traité de cette question si l'on n'avait pas tant insisté dans le discours du trône sur le besoin de rétablissement, de renaissance, de renouvellement. Mais qu'a fait le présent gouvernement dans le domaine des affaires internationales?

Je regrette beaucoup—et j'attends une explication—que le comité ministériel des affaires étrangères et de la défense ait été aboli. Ce comité existait depuis longtemps et il a été rayé de la carte.

Le volet du commerce international au ministère des Affaires extérieures relève désormais du comité du développement économique régional présidé par M. Stevens, ce qui diminue nettement la portée internationale du mandat du ministère de même que, avec l'abolition du comité même, le prestige, l'autorité et le rôle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[Le sénateur MacEachen.]

Outre tout cela, nous avons le document du président du Conseil du Trésor dans lequel il annonce la fermeture de missions diplomatiques. Malgré toutes les protestations à l'égard d'une nouvelle ère de collaboration avec les États-Unis, on a décidé de remettre à plus tard la construction de la nouvelle ambassade du Canada à Washington. Ce ne sont pas là des signes d'un renouveau d'internationalisme, mais plutôt de retrait.

Sans doute le plus frappant de tous les exemples que je pourrais donner, c'est ce que le gouvernement fait dans le domaine de l'aide officielle au développement. Le nouveau gouvernement a violé l'engagement pris par le Canada d'atteindre 0.7 p. 100 du produit national brut pour l'aide officielle au développement d'ici à 1990. L'écart qu'il y a à cet égard entre les discours et les gestes est si énorme qu'il met en cause toute la crédibilité du gouvernement.

Le 25 septembre 1984, quelques jours après l'assermentation du nouveau gouvernement, le nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Clark, faisait devant l'Assemblée générale des Nations Unies un grand exposé de la politique canadienne. Ce fut un bon discours, que j'ai analysé soigneusement parce que je cherchais à voir si le nouveau gouvernement respecterait l'engagement canadien, qui est si important pour la cause de l'internationalisme au Canada. M. Clark a fait ce qu'il fallait, disant ce qui suit:

Il y a au plan de la souffrance humaine des questions urgentes à traiter. Notre nouveau gouvernement entend respecter l'engagement pris par le Canada d'atteindre 0.7 p. 100 du PNB d'ici à 1990 pour l'aide officielle au développement. Malgré de sérieuses difficultés économiques, nous n'abandonnerons pas à leur sort les populations défavorisées du monde.

J'ai dit bravo. Mais cela, c'était les discours.

L'honorable Royce Frith (leader adjoint de l'opposition): Voyons les gestes.

Le sénateur MacEachen: Le discours du trône consacre un paragraphe entier à l'importance de l'aide canadienne au développement et à la gravité des problèmes économiques des pays en voie de développement. Tout cela dans un appui apparent à ce qu'on dit être le rétablissement de l'internationalisme au Canada. Le ministre des Finances a également parlé, dans son exposé, de l'aide au développement. Il a dit que le gouvernement était toujours décidé à atteindre progressivement l'objectif de 0.7 p. 100 du produit national brut pour l'aide officielle au développement. Il n'a pas osé parler franc à la population canadienne et aux nations qui considèrent le Canada un pays attaché au progrès. Peut-être voulait-il éviter de donner un démenti à son collègue M. Clark, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui avait confirmé l'engagement de 0.7 p. 100 d'ici à 1990. C'est dans le document économique présenté par le président du Conseil du Trésor qu'était niché l'exposé complet de la politique du gouvernement conservateur. L'objectif de 0.7 p. 100 d'ici à 1990 a été abandonné.

Le sénateur Frith: Quelle honte!

Le sénateur MacEachen: Il est remplacé par un objectif de 0.7 p. 100 d'ici à 1995, ce qui est un recul de cinq ans. Pour 1990, le nouvel objectif est de 0.6 p. 100.